



Confédération Générale
du Travail FORCE OUVRIERE

Un millier d'enseignants, parents et élus du Val de marne rassemblés le 4 mai devant le Ministère de l'Education nationale

Le 4 mai à l'appel du SNUDI FO, SNUipp, SE-UNSA, un mois après le rassemblement du 1^{er} avril, un millier d'enseignants accompagnés de parents et d'élus du Val de Marne se sont présentés à nouveau devant le ministère pour exiger « l'annulation des 71 fermetures de classes (...) l'annulation de la suppression des 13 moyens supplémentaires ZEP(...), des 6 postes surnuméraires, options E et G, des deux postes de rééducateurs du RASED, de la fermeture d'une CLAD... »

Les sections SNUDI FO, SNUipp et SE-UNSA ont adopté, à l'issue du rassemblement, une déclaration dont nous communiquons des extraits:

« Depuis des semaines nous avons constitué un front commun des organisations syndicales siégeant au CTPD contre la saignée que le Ministre tente d'imposer aux écoles du Val de Marne.(...) »

Lors des deux groupes de travail du CTP, nous avons dit ensemble « non aux fermetures de classes, non aux fermetures de postes surnuméraires, non aux fermetures de moyen ZEP, non aux fermetures de postes RASED, non aux fermetures de CLAD, non aux fusions d'écoles, non aux refus d'ouvrir des classes. »(...)

Aujourd'hui 4 mai, le ministre refuse à nouveau de nous recevoir malgré les 1000 enseignants, parents et élus qui sont rassemblés sous ses fenêtres. Il cherche ainsi à disloquer l'unité de nos organisations pour disloquer le mouvement profond et l'acharnement des enseignants, des parents, et des élus du département à obtenir satisfaction sur leurs revendications légitimes.(...)

Nous le disons ensemble : « il se trompe, il n'y arrivera pas. Nous l'avons écrit à plusieurs reprises et nous l'affirmons à nouveau : nous ne lâcherons pas ! »(...)

Nous ne lâcherons pas car l'unité de nos organisations qui s'est constituée et réalisée sur des revendications précises, a montré que l'on peut faire reculer. Cette unité sur des revendications précises est indispensable à tous les niveaux, départementale et nationale.(...) »

La détermination des personnels est intacte

Dans tous les départements, les enseignants, avec leurs sections syndicales, accompagnés des parents, des élus multiplient délégations, rassemblements et grève le jour des CDEN et des CTPD pour exiger l'annulation des suppressions de chaque poste et de tous les postes.

Le ministre refuse de recevoir les délégations et d'entendre les revendications

Tous les Inspecteurs d'Académie confirment que les dotations du ministre ne permettent pas de faire face aux revendications. La responsabilité du ministre est engagée, il doit renoncer aux 16000 suppressions de postes qu'il prévoit pour la rentrée 2011.

La FNEC partage les termes de la déclaration des sections SNUDI-FO, SNUipp et SE-UNSA du 94 : « **Cette unité sur des revendications précises est indispensable à tous les niveaux, départemental et national** ».

Comment comprendre que depuis des mois les nombreuses propositions de la FNEC FP-FO adressées à toutes les fédérations de l'Education nationale de centraliser en direction du ministre l'exigence de l'annulation des 16 000 suppressions des postes soient restées sans réponse ?

Comment comprendre le refus systématique de ces fédérations syndicales de répondre à cette proposition et que lui soient opposées des actions aussi symboliques qu'inutiles: pique nique convivial, sit-in, nuit des écoles...? Tout le monde le sait, ce n'est pas le folklore d'actions symboliques, ni un calendrier d'actions s'étalant jusqu'à fin juin qui contraindra le ministre à entendre les revendications et à y répondre positivement.

Seule la grève nationale sur la revendication d'annulation des 16000 suppressions de postes peut permettre de faire reculer le ministre.

La FNEC FP FO soutient toutes les initiatives en cours, qui rencontrent le plus souvent le soutien actif des parents, pour défendre chaque poste et tous les postes.

Montreuil le 6 mai 2011



Titulaires : le statut de fonctionnaire d'Etat à défendre
Non titulaires : le statut de fonctionnaire d'Etat à gagner
Force Ouvrière l'indépendance pour défendre les revendications

Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle, de la Confédération Générale du Travail - Force Ouvrière 6/8, rue uriau - 93513 MONTREUIL CEDEX Tél. : 01 56 93 22 22 - Fax : 01 56 93 22 20 - email : fnecfp@fo-fnecfp.fr